

Modèle CCYC : ©DNE

Nom de famille (naissance) :

(Suivi s'il y a lieu, du nom d'usage)

Prénom(s) :

N° candidat :

N° d'inscription :



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Né(e) le :

(Les numéros figurent sur la convocation.)

1..1

ÉVALUATION

CLASSE : terminale

VOIE : ☒ Générale ☐ Technologique ☐ Toutes voies (LV)

ENSEIGNEMENT : histoire-géographie

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 2 h

Niveaux visés (LV) : LVA LVB

CALCULATRICE AUTORISÉE : ☐ Oui ☒ Non

DICTIONNAIRE AUTORISÉ : ☐ Oui ☒ Non

Les candidats doivent traiter les deux parties du sujet

☐ Ce sujet contient des parties à rendre par le candidat avec sa copie. De ce fait, il ne peut être dupliqué et doit être imprimé pour chaque candidat afin d'assurer ensuite sa bonne numérisation.

☐ Ce sujet intègre des éléments en couleur. S'il est choisi par l'équipe pédagogique, il est nécessaire que chaque élève dispose d'une impression en couleur.

☐ Ce sujet contient des pièces jointes de type audio ou vidéo qu'il faudra télécharger et jouer le jour de l'épreuve.

Nombre total de pages : 3



Première partie : question problématisée (10 points)

Comment peut-on définir le régime de Vichy ?

Deuxième partie : analyse de documents (10 points)

En analysant les documents, montrez les modalités et les objectifs des politiques de cohésion de l'Union européenne.

L'analyse des documents constitue le cœur de votre travail, et nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

Document 1 : la politique de cohésion territoriale vue par une eurodéputée roumaine

Je suis une élue roumaine d'origine française. Que je sois à Paris, en visite, ou à Bucarest, où j'habite, je fais mes courses chez Carrefour et Auchan. A la maison, en Roumanie, mon eau est fournie par Veolia, mon gaz par GDF-Suez. Pour le téléphone, c'est Orange. Et je règle toutes ces factures par l'intermédiaire d'une branche locale de la Société générale.

Cet état de fait résulte d'un accord passé entre l'est et l'ouest de l'Europe. Après la chute du mur de Berlin [le 9 novembre 1989], quand l'Europe centrale et orientale s'est rapprochée de l'Union européenne (UE), les gouvernements de l'Est ont levé les barrières à l'échange de marchandises et à la libre circulation des investissements et des capitaux. L'ouverture s'est faite sans conditions. Sans surprise, les grosses multinationales n'ont fait qu'une bouchée de la concurrence locale atrophiée par des décennies de collectivisme. Des secteurs entiers de l'économie sont passés dans les mains de patrons d'entreprises occidentales. En contrepartie, les gouvernements d'Europe de l'ouest se sont engagés à aider l'ancien bloc communiste à rattraper son retard et ce, grâce à leurs savoir-faire et aux subventions européennes. Le pacte était clair et mutuellement bénéfique. Et il a fonctionné pendant des années. C'est la magie de ce que l'on appelle la politique européenne de cohésion.

Mais aujourd'hui, les gouvernements ouest-européens sont en train de revenir sur leurs promesses. Le projet de budget européen pour la période 2021-2027 présenté par la Commission européenne prévoit une coupe de 10 % dans les politiques de cohésion. [...]

Modèle CCYC : ©DNE

Nom de famille (naissance) :
(Suivi s'il y a lieu, du nom d'usage)

Prénom(s) :

N° candidat :

N° d'inscription :



Né(e) le :

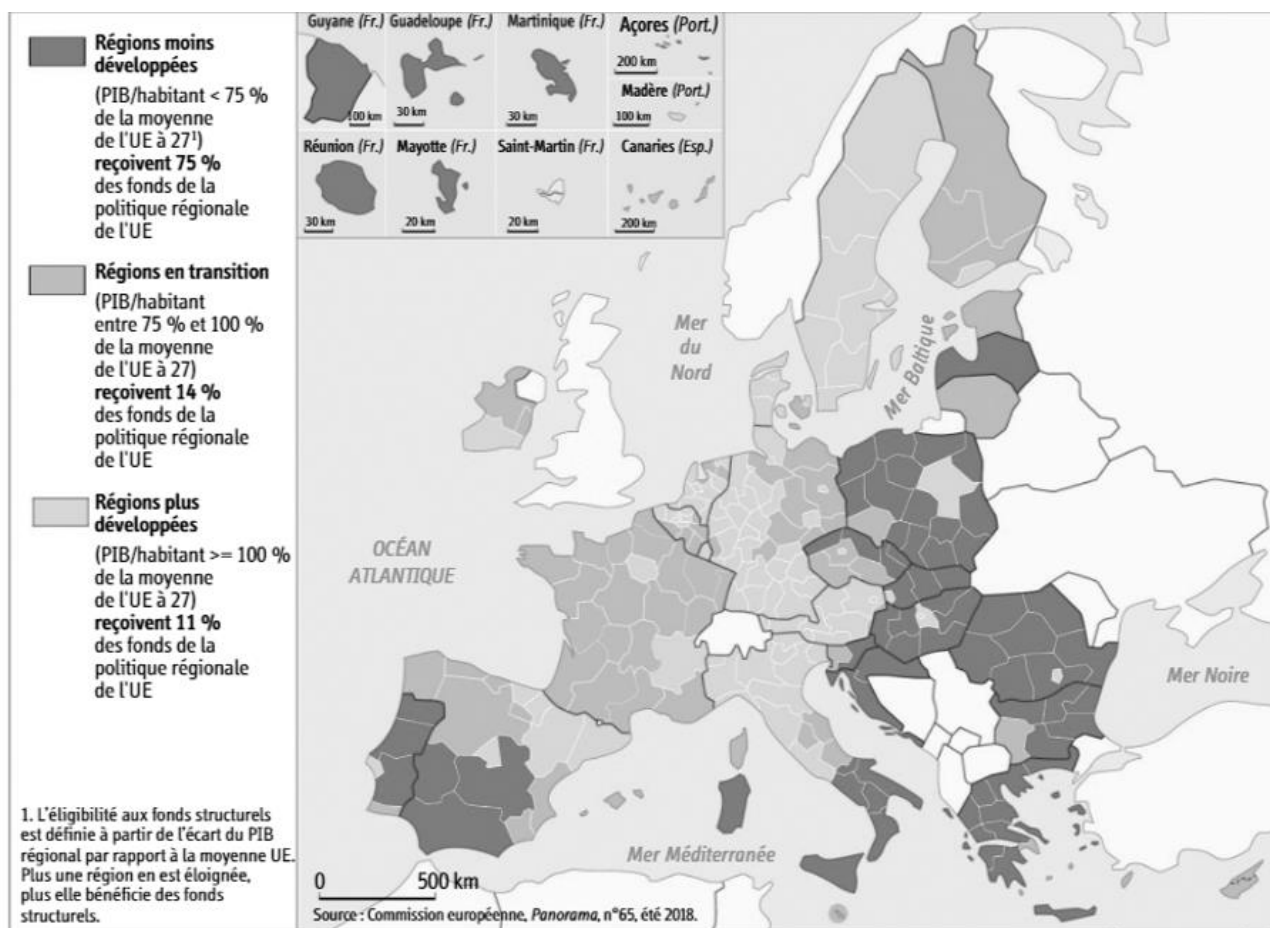
(Les numéros figurent sur la convocation.)

1.1

L'Union européenne est un grand contrat social passé entre les Européens. Il faut que chacun honore sa part du marché. L'Europe de l'ouest a beaucoup profité de l'élargissement à l'Est. Il est grand temps que les dirigeants européens s'en rappellent. La politique européenne de cohésion n'est pas une œuvre de charité.

Source : Clotilde Armand, député européenne franco-roumaine, élue en Roumanie, *Le Monde*, 9 décembre 2019

Document 2 : les régions éligibles aux fonds structurels européens 2021-2027



Source : Commission européenne, Panorama n°65, été 2018